

Entretien avec Pierre Bitoun, co-auteur avec Yves Dupont, du livre *Le sacrifice des paysans, une catastrophe sociale et anthropologique* (L'Échappée, Paris, 2016, 336 pages, <https://www.lechappee.org/le-sacrifice-des-paysans>)

Selon format habituel du Comptoir :

Titre proposé

Pierre Bitoun : « Le sacrifice des paysans, c'est celui de tous les autres ou presque... »

Chapeau proposé

Pierre Bitoun, sociologue à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), est l'auteur de nombreux ouvrages dans différents domaines : histoire, sociologie, sciences politiques, littérature, etc. Certains d'entre eux sont en accès libre sur son blog <http://pierrebitoun.canalblog.com/>. À l'occasion de la parution de son dernier livre, *Le Sacrifice des paysans, une catastrophe sociale et anthropologique* (co-écrit avec Yves Dupont, Éditions L'Échappée, 2016), Marek Andrieu, collaborateur du Comptoir, l'a rencontré pour un entretien...

À la lecture de votre livre, on s'aperçoit que la paysannerie est loin d'être le seul sujet abordé. S'agit-il pour vous d'un fil rouge propice à la critique de la modernité dans son déploiement ?

Absolument. Ce que nous avons voulu faire c'est nous défaire d'une démarche, inévitablement étroite, de spécialistes de l'agriculture pour tenter de réinscrire les problèmes dits de « politique agricole » à l'intérieur d'un questionnement d'ensemble sur les raisons anthropologiques, techniques, économiques, sociales ou politiques pour lesquelles les sociétés modernes, ou se prétendant telles, font disparaître les paysans. La question que nous avons voulu traiter, c'est en fait celle-ci : pourquoi la modernité, capitaliste tout particulièrement, liquide-t-elle les paysans, soit de manière violente en les éliminant lors de colonisations, de guerres ou de catastrophes, soit de façon plus pacifique mais néanmoins brutale en les transformant en agriculteurs productivistes ou en les conduisant, de bon gré ou malgré eux, à se reconvertir vers d'autres milieux socioprofessionnels ? Pour nous, effectivement, la question paysanne est un analyseur de la modernité, un remarquable révélateur de son déploiement historique, de ses impensés anthropologiques, des logiques de domination à l'œuvre dans l'ensemble de la société, etc. Ou encore de ses impasses de plus en plus évidentes, à l'image du problème écologique, proche ou planétaire. C'est cette large perspective qui, je crois, fait l'intérêt, l'originalité de notre livre.

Vous revenez longuement, dans la première partie, sur le projet productiviste dans sa globalité et tel qu'il s'est développé depuis 1945. Contrairement à la plupart des travaux abordant la question, vous ne faites pas des Trente Glorieuses une sorte de « nouvel âge d'or » pour la France, mais plutôt une période de préparation annonçant ce que vous appelez « les Quarante Honteuses »...

Nous avons effectivement choisi de scinder la réflexion en deux temps, l'un consacré au projet productiviste en général, tel qu'il est consubstantiel au capitalisme et s'est progressivement étendu depuis 70 ans à toutes les activités humaines, l'autre portant sur le sacrifice des paysans qui constitue l'un des éléments centraux de ce projet, voire sa matrice

même. Dans cette première partie, nous repérons de nombreuses continuités de 1945 à nos jours : le « progrès » identifié à la domination de l'économie, de la technique puis des technosciences, la puissance grandissante de la technocratie du Commissariat Général au Plan de 1946 à l'oligarchie actuelle de la supranationalité et de la finance mondiale, la façon dont *Homo consumeris* a préparé *Homo connecticus*, les Trente Glorieuses qui ont aussi été ravageuses du point de vue écologique et annonciatrices du temps des catastrophes dans lequel nous sommes désormais plongés, etc. Mais nous sommes aussi attentifs à des distinguos essentiels : vivre durant les trente années où perdure l'esprit du programme du Conseil national de la Résistance (CNR), dans l'ère du social-productivisme, ce n'est pas du tout la même existence que sous les Quarante Honteuses des néolibéraux ! Dans un cas, on est dans un productivisme intégrateur, qui cherche un compromis entre les forces du capital et du travail, dans l'autre on entre dans un productivisme désintégrateur où, en même temps que les élites dirigeantes publico-privées détruisent l'État social, le capital prend sa revanche, réactualise les fondamentaux de l'exploitation capitaliste, accélère la précarisation, l'atomisation des individus. Et en tire les profits astronomiques que l'on sait...

Dans cette partie, vous récusez l'idée chère aux libéraux selon laquelle la France serait une « exception » et vous en faites même un cas d'école dans l'analyse du projet productiviste. Qu'entendez-vous par là ?

L'exception française est en effet une représentation très orientée, qu'ont construite les idéologues du néolibéralisme pour mieux faire passer leurs réformes prétendument « naturelles ». Le message implicite, c'est que si la France est une exception, la règle est forcément anglo-saxonne ! Il s'agit là d'un exemple, parmi tant d'autres, de mots toxiques dont il faut à tout prix se défaire, même si force est de reconnaître que cette représentation s'est largement répandue dans la société, du fait bien sûr d'un intense matraquage intellectuel, politique, médiatique mais aussi, peut-être, parce qu'elle est entrée en écho avec une certaine vanité nationale, héritée de l'image, vous savez, de la Grande Nation qui a apporté au monde les Lumières, les Droits de l'Homme, etc. Pour nous, la France doit être regardée avec plus de circonspection, dans ses traditions multiples, celles de la Révolution de 1789, de la Commune, du CNR, de la social-démocratie, de l'extrême-droite, etc. Et ce que nous montrons, effectivement, c'est qu'elle constitue un cas d'école, un véritable idéal-type – au sens wéberien du terme – pour comprendre depuis 1945 l'histoire mondiale du capitalisme-productiviste et de ses avatars. Colonisation des esprits par le centre névralgique nord-américain, échappée supranationale – européenne en l'espèce – de la couche dirigeante, dérive césarienne – monarcho-républicaine en l'occurrence – des pseudo-démocraties, montée de l'extrême-droite, multiplication d'initiatives ou d'alternatives citoyennes antiproductivistes, y sont réunies, dans des conditions nationales particulières certes, mais aussi à l'image de bien d'autres pays. Autrement dit, la France est un remarquable champ d'investigation, pour qui veut penser les formes de domination propres à la modernité productiviste, les chocs en retour qu'elle produit, les formes de résistance auxquelles elle donne lieu...

Pour caractériser la modernité, vous avez choisi de mettre en avant trois de ses caractéristiques : le capitalisme en tant que système économique, la démocratie représentative comme régime politique et le scientisme/positivisme comme mode de connaissance. En quoi ces attributs structurent encore aujourd'hui nos difficultés à ré-

interroger sérieusement notre époque et, à l'inverse, nos facilités à laisser disparaître une richesse socio-anthropologique comme la paysannerie ?

Vous nous avez bien lu ! Si nous mettons en avant ces trois attributs – ou plutôt éléments – c'est qu'à nos yeux ils font système, structurent les institutions de la vie sociale et politique, imprègnent jusqu'aux moindres recoins l'existence de chacun, bouchent l'horizon des possibles. La généralisation de la valeur d'échange et de la marchandise, la délégation électorale du pouvoir à une oligarchie assise sur le règne des experts et le laci des bureaucraties, le « progrès » identifié à la technique, à l'artificialisation, où « les moyens », comme disait Günther Anders, « justifient les fins », sont les trois grands piliers, inséparables, de la domination capitaliste-productiviste. Si l'on souhaite en sortir, il faudra bien, à un moment ou à un autre, être capable de formuler, de façon à la fois concrète et synthétique, comment la majorité de la population pourrait s'extraire de leur emprise, souhaiter de nouvelles formes de vie tant sur le plan individuel que collectif, se mobiliser pour faire advenir les nouvelles institutions techniques, économiques ou politiques indispensables au dépassement de ces trois piliers. Or, malgré quelques indices encourageants, tels que la multiplication des combats classiques (syndicaux, politiques...) contre l'ordre néo-libéral ou le renouveau de l'idéal de l'auto-organisation qui irrigue les alternatives écologiques et citoyennes, on est encore loin du compte ! Sans doute parce que – parmi une infinité d'autres raisons bien sûr –, on n'a pas voulu et on ne veut toujours pas entendre cette « richesse socio-anthropologique » de la paysannerie que vous rappelez. À savoir la primauté de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, les moyens techniques et les fins politiques pensés conjointement afin de continuer à faire communauté ou société, le « commun » plutôt que la soif inextinguible d'enrichissement de l'individu, le refus du déracinement et la volonté de « vivre au pays », qui n'excluent nullement aujourd'hui l'ouverture sur l'universel, etc. Tous ces traits de la culture paysanne constituent pour nous une source extrêmement précieuse d'expériences et de réflexions, pour qui veut sortir de la domination capitaliste-productiviste toujours plus démesurée, illimitée, porteuse de catastrophes écologiques ou technologiques, sociales ou anthropologiques. On pourrait même soutenir que sans réinvention, en agriculture et partout, du passé précapitaliste qu'incarne la paysannerie, il n'y aura pas d'après-capitalisme...

Pour caractériser la disparition voulue du monde paysan, vous parlez « d'ethnocide ». Le terme n'est-il pas un peu fort ?

Non. Il s'est bien agi de la destruction d'une culture, d'un monde, ou plutôt de mondes car il existait des sociétés paysannes/rurales diverses, contrairement au modèle uniformisateur de la société urbaine, industrielle puis de services, dont la mondialisation néolibérale accélère l'installation aux quatre coins de la planète. Partout, sous l'effet de la disparition des paysans et du déploiement du capitalisme productiviste, la diversité recule, les paysages s'uniformisent, les formes de vie sociale se ressemblent, la pluralité et l'autonomie des cultures s'effacent, au profit d'un « Grand Tout » qui colonise et marchandise la moindre parcelle de terre, le moindre compartiment de nos vies. À propos de cet ethnocide, il faut aussi insister sur la façon dont on a durant des siècles et très majoritairement considéré les paysans et leurs sociétés comme des Indiens, des sauvages de l'intérieur, qu'il fallait réduire, convertir de gré ou de force à la modernité. Ils représentaient, comme les Indiens d'Amérique ou tout autre peuple autochtone, cet « Autre » encore autonome qui devait être éliminé ou acculturé, afin que se développent partout l'État moderne, le capitalisme, le

productivisme et les nouvelles dépendances individuelles qui leur sont liées. L'anthropologue Pierre Clastres a très bien expliqué tout cela dès les années 1970 et nous reprenons certaines de ses thèses dans notre seconde partie consacrée, entre autres, à ce processus d'« ensauvagement des paysans ». Mais, pour comprendre cet ethnocide, on doit aussi faire appel à quantité d'autres facteurs que nous avons rassemblés en conclusion, et intitulés « les sept raisons du sacrifice des paysans ». Toutes, d'une manière ou d'une autre, montrent que le paysan – et non l'agriculteur – est bien l'antithèse de la modernité, son « parfait » bouc-émissaire. Celui qui, pour de multiples raisons individuelles ou collectives, résiste à « la marmite d'alchimiste du capital » qu'évoquait Marx et dans laquelle nous sommes tous, de façon contrainte ou volontaire, de plus en plus plongés. Il ne faut jamais l'oublier : le sacrifice des paysans, c'est celui de tous les autres ou presque...

Dans votre livre, vous ne ménagez pas le principal syndicat agricole français, la FNSEA...

Il n'y a pas vraiment de quoi le ménager ! C'est sous son égide qu'ont été organisés, dès l'immédiat après-guerre, la disparition des paysans et le passage à l'agriculteur productiviste. C'est lui et sa branche « jeune », le CNJA aujourd'hui devenu JA, qui ont accepté le tri entre les paysans qui devaient rester ou partir, c'est lui qui a poussé les agriculteurs à s'endetter, à se spécialiser, à recourir massivement aux intrants chimiques, c'est lui aussi qui a cogéré, avec l'Etat, la PAC et les firmes privées d'amont et d'aval, une politique agricole de concentration de la production autour d'une minorité d'agriculteurs. Tout cela, sous couvert de « l'unité paysanne » et selon un modèle néo-corporatiste largement hérité de la Corporation Paysanne de Vichy ! Et malgré l'échec de cette politique à tous niveaux (écologique, sanitaire, social, spatial, économique et financier, etc.), la FNSEA, désormais présidée par l'agrobusinessman Xavier Beulin qui dirige aussi la multinationale Avril/Sofiprotéol, continue dans la même logique, accélère l'industrialisation autour des fermes-usines tout en tenant un discours trompeur sur la diversité nécessaire des formes d'agriculture. Si l'on peut comprendre que beaucoup de paysans n'aient pas vu, après la guerre, vers quoi menait cette politique, si l'on peut expliquer pourquoi certains y ont même adhéré – nous y revenons longuement dans l'ouvrage –, ce n'est plus franchement le cas aujourd'hui ! Pour un bon nombre de ces agriculteurs productivistes, tout, leurs conditions de travail, leur situation financière, leur mise en concurrence sur les marchés européens ou mondiaux, les prix indignes payés par les grandes surfaces, les crises à répétition qui affectent tous les secteurs les uns après les autres, devrait les inciter à rompre avec un modèle industrialiste qui prolonge et accélère le tri, l'élimination des moins « performants ». Et donc à se défaire de leurs dirigeants ! Le « message » vaut bien sûr pour l'ensemble de la société, tant ce sont partout les mêmes causes qui produisent les mêmes effets...

Vous êtes, en revanche, plutôt convaincus par les actions et la philosophie générale de la Confédération Paysanne...

Nous rendons en effet hommage à ces producteurs qui, après avoir participé au mouvement de modernisation d'après-guerre, ont su peu à peu, à partir des années 1970 et surtout 80, dénoncer les dégâts et les impasses du productivisme, fédérer différents syndicats ou groupes de paysans-travailleurs, inventer le modèle tout à la fois technique, écologique, social et politique de « l'agriculture paysanne ». Modèle qui a ensuite essaimé un peu partout et rencontré ses équivalents étrangers, de telle sorte que s'est créé le mouvement

Via Campesina dont on oublie régulièrement de dire qu'il rassemble aujourd'hui, à l'échelle mondiale, plus de 200 millions de paysans. Cette rupture constructive a d'abord été le produit d'un effort sur eux-mêmes et en direction des autres : ils ont réussi, pour reprendre l'expression du sociologue américain Charles Wright Mills, à convertir « leurs épreuves personnelles de milieu » en « enjeux collectifs de structure sociale ». À l'heure de la souffrance généralisée au travail, nous ferions bien toutes et tous de nous souvenir de leur exemple, et surtout de nous en inspirer ! Dans notre livre, nous revenons aussi abondamment sur les valeurs dont ces agriculteurs, ayant repris avec intelligence et fierté leur nom de « paysans », ont été et restent porteurs. Ce sont la prudence (face à l'endettement, la technique, l'artificialisation...), la solidarité (entre agriculteurs, avec les consommateurs, entre le Nord et le Sud...), le pluralisme (avec les associations, contre la cogestion FNSEA-JA...) et enfin le devoir de désobéissance (le démontage du Mac Do de Millau en 1999, les faucheurs d'OGM...). Si l'on y réfléchit, il y a dans ces quatre valeurs tout à la fois de résistance et de création l'ébauche d'une philosophie sociale postcapitaliste et postproductiviste dont nous ferions bien, là encore, de nous inspirer...